



Trois démissions au C. A. de la SAAQ en pleine commission d'enquête

Priscilla Plamondon Lalancette

Jean-François Thériault

Radio-Canada a appris que trois administrateurs ont claqué la porte de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), au moment où les révélations sur le fiasco SAAQclic se multiplient à la commission Gallant et où le conseil d'administration de la SAAQ est montré du doigt pour ce gouffre financier qui pourrait atteindre 1,1 milliard de dollars.

Stéphanie Desforges, actuellement vice-présidente du Port de Saguenay, a remis sa démission le 8 août dernier. Elle avait été nommée par le gouvernement caquiste en 2021 et devait terminer son mandat en décembre prochain.

Louise Turgeon, ancienne vice-présidente à la vérification interne du Mouvement Desjardins et comptable professionnelle agréée, a quitté son poste d'administratrice le 21 juillet, alors que sa nomination était valide jusqu'en 2027.

Richard Gagnon, ancien PDG de Humania Assurance et ex-directeur de la Chambre des notaires du Québec, a quant à lui démissionné le 9 juillet, même s'il restait un an et demi à son mandat.

Au moment d'écrire ces lignes, les trois démissionnaires n'avaient pas répondu aux demandes d'entrevue de Radio-Canada.

Des trois, seul le nom de Mme Turgeon est ressorti dans les témoignages entendus à la commission Gallant jusqu'ici. Elle faisait partie, avec le président du C. A. de l'époque, Konrad Sioui, d'un comité de sélection destiné à choisir un nouveau PDG pour la SAAQ. C'est finalement Denis Marsolais qui a hérité du poste, qu'il a occupé jusqu'à ce qu'il soit remercié en mars 2023, en plein lancement raté de la plateforme SAAQclic.

Pas de perturbations, dit la SAAQ

La SAAQ confirme ces démissions, mais refuse de dévoiler les raisons invoquées pour les expliquer.

N'importe quelle organisation qui vit une transformation importante comme la SAAQ, qui est en évolution, ça implique un changement de perspective par rapport à son

engagement dans le C. A., indique le porte-parole Simon-Pierre Poulin.

Les gens ne sont pas obligés d'être sur le conseil d'administration. On a une nouvelle présidente du C. A. On a une nouvelle PDG. Il y a un plan de relance qui s'en vient. C'est normal que dans ce contexte-là, il y ait des départs, ajoute-t-il.

Simon-Pierre Poulin précise que malgré les trois chaises vacantes, le C. A. reste fonctionnel, puisque 12 administrateurs sont toujours en poste et que le minimum prévu par la loi est de neuf membres.

Un C. A. sur la sellette

Depuis le début des audiences publiques de la commission Gallant, le conseil d'administration a été montré du doigt pour avoir laissé trop de latitude à la haute direction de la SAAQ, et particulièrement au directeur du projet SAAQclic, Karl Malenfant.

C'est que le C. A. était bien au fait des problèmes du projet dès 2020, mais n'a pas pour autant tiré la sonnette d'alarme.

Au contraire, les administrateurs, même si certains se sont dit surpris de la tournure des événements, ont entériné une replanification du projet, et surtout, une transaction secrète entre la SAAQ et ses fournisseurs, qui allait mener aux dépassements de coûts que l'on connaît aujourd'hui.

À en croire plusieurs témoignages, le C. A. avait choisi son camp dans la guerre qui opposait la direction du projet, Karl Malenfant en tête, aux vérificateurs internes de la SAAQ, qui tentaient de les alerter sur les possibles dérives.

On était en terrain hostile, s'est remémoré l'ancien directeur de la vérification interne Daniel Pelletier, devant la commission.

Son impression s'est avérée fondée. Le PDG de l'époque, Denis Marsolais, a confirmé dans son témoignage que le C. A. lui avait demandé de remplacer l'auditeur

interne , qui criait au loup trop souvent . Ce que j'ai refusé de faire , a précisé M. Marsolais.

Le C. A. avait peut-être trop confiance en la haute direction de la SAAQ, a reconnu dans son témoignage l'ancien administrateur Jude Martineau.

C'est très alarmant , selon le PLQ

C'est un autre coup dur qui s'ajoute au scandale que la SAAQ est en train de vivre. Ce n'est pas une seule démission. C'est trois départs dans une période très précise dans le temps, s'insurge le porte-parole du Parti libéral du Québec en matière de Transports, Monsef Derraji.

Ça soulève beaucoup de questions, dit-il, puisque les administrateurs doivent exercer un rôle de chien de garde indépendant pour prévenir les dérapages.

Est-ce que ces trois administrateurs n'adhèrent plus à la vision du conseil d'administration ou est-ce qu'on leur a montré la porte ? Est-ce qu'il y a une mésentente avec la présidente du conseil d'administration ou bien les trois

administrateurs ne peuvent plus continuer à travailler dans des conditions pareilles?

Une citation de Monsef Derraji, porte-parole du Parti libéral du Québec en matière de Transports

Le député libéral soutient que des départs qui surviennent coup sur coup sont un fait rare dans l'administration publique et qu'il faut s'en alarmer.

La SAAQ, au-delà de ce que la commission Gallant est en train d'explorer, a un déficit cumulé qui dépasse les 600-700 millions de dollars. C'est très inquiétant parce que nous étions en attente d'un plan de redressement, déplore-t-il.

Monsef Derraji voit dans ces démissions l'échec annoncé de la nomination de Dominique Savoie, qui a été nommée à la tête du conseil d'administration de la SAAQ, en janvier dernier. Cette dernière a pour mission de sauver la société du gouffre financier dans lequel le déploiement et les ratés de la plateforme SAAQclic l'ont plongée.